

ACTION PUBLIQUE

PARLEMENT

Le Sénat se dote d'experts pour contrer le gouvernement

Le Palais du Luxembourg lance un marché d'un million d'euros dédié aux études d'impact. En musclant leur expertise, les sénateurs se dotent d'un nouveau levier pour évaluer les politiques menées.

Le Sénat va débloquer un million d'euros pour mieux contrôler l'action du gouvernement. La questure du Palais du Luxembourg vient de lancer un discret marché public pour la réalisation d'études d'impact, jusqu'ici exclusivement menées par les ministères avant le dépôt d'une loi. Les évaluations fournies par les administrations font l'objet de critiques récurrentes des parlementaires, qui leur reprochent de défendre le point de vue de l'exécutif. Les candidats auront jusqu'au 10 décembre pour postuler aux trois lots visant à évaluer les réformes engagées. Les délais de réalisation des études varieront de six semaines à plus de six mois. L'entrée en application de l'accord-cadre est prévue pour le 1^{er} mars 2019.

Un nouveau levier pour l'opposition

A l'origine du projet, le président du Sénat, **Gérard Larcher**, et une poignée de parlementaires bataillent depuis un an pour recourir à des études indépendantes (LLA du [06/06/18](#)). Les élus d'opposition du groupe socialiste, avec à leur tête **Franck Montaugé** et **Jean-Pierre Sueur**, ont déjà fait adopter en mars 2018 une proposition de loi censée améliorer la procédure des études d'impact. Dans le viseur des élus : les hauts fonctionnaires de Bercy, soucieux de garder la main sur les données de préparation de la loi. Leur texte n'a toutefois jamais été mis à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Les sénateurs avaient par ailleurs confié au Conseil d'État le soin de définir la liste des organismes habilités à mener ces évaluations, citant l'**Insee**, l'**Inserm** ou certains départements d'universités et laboratoires de recherche. Le bureau du Sénat avait ensuite pris le relais en votant, en mai, une ligne de crédit d'un million d'euros consacrée à ces analyses indépendantes dans le budget 2019.